

Discours d'Akinwumi Adesina,
Président du Groupe de la Banque africaine de développement,
lors de la cérémonie d'ouverture des Assemblées annuelles du Groupe de la BAD
Lusaka (Zambie), 24 mai 2016

Excellences,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

« Mwauka buaji » !

Je voudrais vous souhaiter la bienvenue aux Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement. C'est vous, nos actionnaires, amis de l'Afrique, qui rendez ces assemblées passionnantes. Je tiens à exprimer ma gratitude personnelle au président de la Zambie, Son Excellence Monsieur Edgar Lungu, ainsi qu'au gouvernement et au peuple de Zambie, pour leur ardeur au travail et la générosité avec laquelle ils nous accueillent dans leur beau pays. Je souhaite la bienvenue à tous les chefs d'État et Premiers ministres, ainsi qu'aux anciens chefs d'Etat qui ont fait le déplacement. Nous sommes particulièrement honorés de leur présence, qui envoie un signal fort montrant que les dirigeants africains soutiennent la Banque africaine de développement. Notre Conseil des gouverneurs et notre Conseil d'administration (et leurs conseillers), les collègues membres du personnel de la Banque, le secteur privé, la société civile, la jeunesse et les médias sont tous représentés ici en grand nombre.

D'anciens dirigeants et de nouveaux membres de la famille de la Banque africaine de développement sont ici aujourd'hui. Permettez-moi de souhaiter la bienvenue aux anciens présidents de la Banque africaine de développement, Messieurs Babacar Ndiaye et Kwame Fordwor. Je souhaite la bienvenue à Madame Frannie Leautier, notre nouvelle vice-présidente principale, première femme jamais nommée à ce poste à la Banque. Je souhaite également la bienvenue à Monsieur Alberic Kacou, notre nouveau vice-président des ressources humaines et des services institutionnels et à Monsieur David Ssegawa, notre nouveau Directeur des ressources humaines.

Bienvenue aux Assemblées annuelles – et bienvenue sur cette terre de Zambie.

Cette terre est la terre des merveilles, celle des fabuleuses Chutes Victoria – que vous appelez *Mosi-oa-Tunya*, « la fumée qui gronde ». Une terre d'accueil, où se sont réfugiés les combattants de la liberté qui luttèrent contre l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie. Une nation qui plie mais ne rompt pas et qui, malgré la violence des attaques et bombardements perpétrés par le régime de l'apartheid, a campé fièrement et sans fléchir sur ses positions –

dirigée de main de maître par le père de la nation, le président Kenneth Kaunda – pour défendre la liberté. Voilà la Zambie.

La Zambie est également spéciale pour la Banque. Feu Willa Mungomba, ancien président de la Banque africaine de développement, était le digne fils de la Zambie. Il a été au service de la Zambie. Et il a servi l'Afrique.

5De ces Assemblées annuelles en Zambie naîtra une grande vague d'enthousiasme pour une nouvelle Afrique, dont le temps est venu. La Zambie est toujours du bon côté de l'histoire. Au sortir de ces Assemblées annuelles que nous tenons en Zambie, je suis convaincu que tous, nous allons nous ranger du bon côté de l'histoire.

De la même manière que la Zambie fut un État de la ligne de front pour la libération de l'Afrique, nous allons, à partir de ces Assemblées annuelles, placer le développement accéléré de l'Afrique sur la ligne de front. Et rien n'est plus important que l'énergie et le changement climatique, le thème de ces Assemblées annuelles.

Ces Assemblées annuelles revêtent pour moi une importance particulière puisque ce sont les premières depuis que je suis président. Car il y a de cela un an, le 28 mai 2015 à Abidjan, vous, notre Conseil des gouverneurs, m'avez élu 8^e président de la Banque. J'ai pris fonction il y a huit mois, le 1^{er} septembre 2015. C'était pour moi un immense honneur. Comme je l'ai souligné lors de la cérémonie de ma prestation de serment, j'ai accepté ce poste en étant pleinement conscient de la responsabilité qui m'incombe. Pour moi, ce n'est pas seulement une fonction, c'est une mission. Une mission pour une Afrique plus grande. Une mission qui m'engage pleinement chaque jour et qui repose sur la vision des pères fondateurs de cette Banque.

J'ai été candidat à l'élection au poste de président de la Banque africaine de développement sur la base d'un programme visant à accélérer le développement en Afrique. Vous m'avez élu en tenant compte des cinq priorités que j'ai clairement exposées dans ma vision stratégique.

Permettez-moi de faire le point sur ce que nous avons accompli, à ce jour, pour mettre en œuvre cette vision.

Nous sommes restés fidèles à ma promesse. Pour amplifier les retombées de la Stratégie décennale de la Banque, nous avons nettement centré l'action de l'institution sur cinq grandes priorités, que nous appelons le « Top 5 » : Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie - Nourrir l'Afrique - Industrialiser l'Afrique - Intégrer l'Afrique - et Améliorer la qualité de vie des Africains. Nous avons fini d'élaborer les stratégies pour ces cinq grandes priorités rapidement, en moins de six mois. Avec l'approbation de notre Conseil d'administration, nous lancerons deux de ces stratégies au cours de ces Assemblées annuelles, à savoir le New Deal pour l'énergie destiné à « éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie », ainsi que notre initiative « Emplois pour les jeunes en Afrique » qui entend améliorer la qualité de vie, plus particulièrement des jeunes de tout le continent.

Nous nous félicitons, à la Banque, du soutien massif que tous les pays africains, l'Union africaine, les communautés économiques régionales, le secteur privé et la société civile ont apporté aux Cinq grandes priorités. La Banque a rehaussé son degré d'ambition pour l'Afrique.

L'Afrique doit voir grand, accomplir de grandes choses et avancer à grands pas. Ne faisons jamais preuve de manque d'ambitions pour l'Afrique.

Nous avons décidé de poursuivre l'objectif d'éclairer l'Afrique et de l'électrifier, parce que l'Afrique est la seule région au monde où la pénurie d'électricité est hélas devenue la norme. Plus de 645 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité. Plus de 700 millions sont privés d'accès à l'énergie propre pour la cuisiner. Les enfants apprennent leurs leçons dans l'obscurité. Les entreprises tournent dans l'obscurité. Les interventions chirurgicales se font dans l'obscurité. La pénurie d'électricité constitue le plus grand frein à la croissance et au développement en Afrique. Il est inacceptable que, 138 ans après l'invention de l'ampoule électrique par Thomas Edison, des centaines de millions de personnes ne puissent avoir accès à l'électricité, pour tout simplement allumer une ampoule en Afrique.

La Banque a lancé le Partenariat transformateur pour l'énergie en Afrique, l'objectif étant de relever ce défi avec des partenaires. De concert avec nos partenaires, notamment l'Union africaine, l'Africa Progress Panel, le NEPAD, l'initiative Power Africa du président Obama, la Banque mondiale, Énergie durable pour tous, l'Union européenne, l'Initiative du gouvernement du Royaume-Uni, l'African Energy Leaders Group, la Chine, la France, l'Allemagne, les pays scandinaves, le Japon, la Corée, l'Inde, le secteur privé et d'autres encore, nous nous engageons avec une pleine détermination à éclairer l'Afrique et à l'alimenter en énergie dans les dix ans.

À la Banque, c'est ce que nous appelons le « co-développement » : une nouvelle façon de travailler les uns avec les autres, dans une approche transformatrice, afin de résoudre les défis majeurs qui se posent à l'Afrique.

L'Afrique en a tout simplement assez d'être dans le noir. Notre objectif est clair : accès universel à l'énergie pour l'Afrique dans les dix ans ; augmenter de 160 gigawatts la capacité du réseau électrique ; raccorder 130 millions de personnes au réseau électrique ; raccorder 75 millions de personnes aux systèmes hors réseau et donner un accès à une énergie propre pour cuisiner à 150 millions de ménages.

C'est à juste titre que ces Assemblées annuelles mettent l'accent sur l'énergie et le changement climatique. Le mois dernier, je me suis rendu dans un certain nombre de pays et j'ai pu constater, par moi-même, les effets d'El Niño sur les populations. Treize des quatorze pays touchés par la grave sécheresse qui sévit se trouvent en Afrique de l'Est et en Afrique australe. L'Afrique, qui contribue pour moins de 3 % aux émissions mondiales de gaz à effet de serre paie pourtant, de manière disproportionnée, le plus lourd tribut aux effets néfastes du changement climatique. Le Kenya et le Rwanda connaissent des inondations dévastatrices. Au Malawi, plus de 8,4 millions de personnes font face à l'insécurité alimentaire. En Éthiopie, plus de 15 millions de personnes sont exposées à l'insécurité alimentaire. De vastes régions d'Afrique du Sud, du Zimbabwe, du Lesotho et du Botswana rencontrent des difficultés similaires. C'est pourquoi, la Banque africaine de développement a immédiatement annoncé un financement de 549 millions de dollars pour aider les pays à faire face à la sécheresse, à réduire leur vulnérabilité.

Les changements climatiques sont une réalité et l'Afrique en pâtit. Il faudrait plus de justice en matière de climat pour l'Afrique. Si elle subit le contrecoup des changements climatiques, elle ne doit pas être lésée en ce qui concerne les financements climatiques. Le moment est venu d'agir dans ce domaine. C'est pourquoi, j'en appelle au Fonds vert pour le climat et au Fonds pour l'environnement mondial pour payer la prime d'assurance des pays africains à l'*Africa Risk Capacity Agency*, la mutuelle de gestion des risques. Être couverts leur permettra de faire

face aux situations climatiques extrêmes, qui entraînent de fortes tensions budgétaires. Une telle assurance a des avantages certains. Elle a ainsi permis au Sénégal de recevoir 1,7 million de dollars pour atténuer les effets de la sécheresse. La Banque africaine de développement ouvrira la voie vers la croissance verte et triplera ses financements climatiques, pour les porter à 5 milliards de dollars EU par an d'ici à 2020.

Nous avons commencé à nous réorganiser pour progresser dans nos 5 grandes priorités. Un nouveau modèle opérationnel de la Banque a été approuvé par le Conseil d'administration le mois dernier.

Nous saurons répondre aux attentes. La Banque a créé une nouvelle vice-présidence chargée de l'électricité, de l'énergie et de la croissance verte. Elle devient ainsi la première banque multilatérale de développement dotée d'une vice-présidence entièrement dédiée à l'énergie : afin d'éclairer l'Afrique et de l'alimenter en énergie. Nous mettrons l'accent sur les systèmes énergétiques, les énergies renouvelables, les politiques énergétiques, les statistiques et les réglementations en ce domaine, ainsi que sur les partenariats pour l'énergie.

Une nouvelle vice-présidence chargée de l'agriculture et du développement humain et social pilotera notre programme « Nourrir l'Afrique », avec, en point de mire, la transformation de l'agriculture en une activité commerciale dans tous les pays africains. Notre objectif est clair : atteindre l'autosuffisance alimentaire en Afrique dans les dix ans, éradiquer la malnutrition et la faim, hisser l'Afrique au sommet des chaînes de valeur agricole et accélérer l'accès à l'eau et à l'assainissement.

J'ai le plaisir de vous informer que nous avons lancé hier, à l'occasion de ces Assemblées annuelles, l'initiative des Dirigeants africains pour la nutrition, afin que la plus grande attention soit accordée à la nécessité de mettre fin à la malnutrition et au retard de croissance en Afrique. Nous l'avons fait en collaboration avec le Panel mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la Nutrition (présidé par l'ancien président du Ghana, John Kufour), l'Union africaine/NEPAD, la Fondation Bill and Melinda Gates, la Fondation Kofi Annan, la Big Win Philanthropy, la Fondation Dangote et le Programme alimentaire mondial.

Je me réjouis particulièrement de l'engagement personnel et du partenariat de Bill Gates, qui a tenu à se joindre à nous hier par vidéoconférence, et qui a lancé un appel fervent à mettre un terme à la malnutrition en Afrique.

Une nouvelle vice-présidence chargée du secteur privé, des infrastructures et du développement industriel pilotera les opérations destinées à développer les marchés financiers, la croissance du secteur privé et l'accroissement de l'investissement dans les infrastructures, et mettra l'accent sur l'industrialisation de l'Afrique.

La recette pour créer les richesses est sans équivoque : les nations riches apportent de la valeur ajoutée à leurs exportations, tandis que les nations pauvres exportent leurs matières premières. À titre d'exemple, l'Afrique, qui assure 75 % de la production mondiale de cacao, ne perçoit que 2 % des 100 milliards de dollars EU que génère le marché du chocolat tous les ans. Ce modèle ne peut plus créer la richesse à laquelle l'Afrique aspire. L'Afrique ne doit plus rester confinée au bas de l'échelle des chaînes de valeur. Elle se doit de diversifier rapidement sa gamme de produits d'exportation, et d'ajouter de la valeur à ses matières premières, par la création de chaînes de valeur efficaces et compétitives. Cette évolution est d'autant plus indispensable que l'Afrique ne représente que 1,9 % de la valeur ajoutée mondiale de l'industrie

manufacturière, une situation qui n'a pas changé depuis des décennies. Le moment est venu d'industrialiser l'Afrique.

Pour améliorer l'efficacité de la Banque et obtenir des résultats dans les 5 grands domaines prioritaires, nous avons décidé de rapprocher la Banque de ses clients. Dans le cadre de son nouveau modèle de développement et de prestation de services, la Banque mettra en place une plateforme régionale pour l'intégration et la prestation de services dans chacune des cinq régions du continent : Ouest, Est, centre, Nord et Sud. Chaque plateforme sera dirigée par un directeur général, poste qui vient d'être créé. Les directeurs généraux seront entièrement responsables du pilotage des opérations de la Banque dans leurs régions respectives. Des cadres sectoriels de haut niveau seront affectés dans chacune des cinq régions et feront partie intégrante de leurs équipes de prestation de services respectives. La Banque consolidera ses relations avec chacun de ses pays membres, en accordant une attention particulière aux besoins des États fragiles. Les plateformes régionales de développement et de prestation de services renforceront notre collaboration avec les communautés économiques régionales, pour concrétiser les grands projets et programmes d'intégration régionale.

Grâce à ces réformes institutionnelles décisives, nous serons plus rapides, plus efficaces et plus efficaces pour obtenir plus d'impacts en matière de développement, à travers tout le continent. Nous allons introduire à la Banque un nouveau système de contrat de performance et une nouvelle culture de responsabilité en matière de résultats.

Certains disent que nous sommes trop passionnés ou trop ambitieux. Soit ! Mais l'Afrique n'a pas d'autre choix. Elle a déjà attendu trop longtemps !

Nous devons accélérer le développement de l'Afrique :

- Avec plus de 500 millions de personnes vivant dans la pauvreté, l'Afrique ne peut se permettre de manquer d'ambitions.
- Avec plus de 5 000 Africains qui ont perdu la vie en Méditerranée en essayant de rejoindre l'Europe, l'Afrique ne peut se permettre de manquer d'ambitions.
- Avec les effets du changement climatique qui réduisent l'étendue du bassin du lac Tchad, qui déciment les moyens de subsistance et compromettent la sécurité régionale du Nigeria, du Tchad, du Cameroun et du Niger, l'Afrique ne peut se permettre de manquer d'ambitions.
- Avec une Afrique qui importe pour 35 milliards de dollars EU de produits alimentaires par an, un chiffre qui devrait atteindre 110 milliards de dollars d'ici 2020, en dépit du fait qu'elle recèle 65 % des terres arables restantes dans le monde, on ne peut se permettre de manquer d'ambitions.
- Face à la nécessité de réaliser les Objectifs de développement durable et d'honorer ses engagements relatifs au changement climatique au titre de la COP21, l'Afrique ne peut se permettre de manquer d'ambitions.
- Aujourd'hui plus que jamais, les pays africains ont besoin d'une aide accrue face à l'urgente et impérieuse nécessité de diversifier leurs économies et de mobiliser des ressources intérieures.

La Banque africaine de développement est la banque de choix des Africains.

Nous joignons l'acte à la parole. Notre volume de prêts a atteint un niveau record à la fin de décembre 2015, avec 9 milliards de dollars EU. En 2015, la Banque a approuvé 1,3 milliard de

dollars EU en faveur de projets dans le secteur de l'énergie. Elle a continué de jouer un rôle de premier plan et financé des projets dans les énergies renouvelables, dont la centrale éolienne de 300 MW du Lac Turkana, la plus grande du genre en Afrique. Nous avons apporté notre appui au complexe Noor au Maroc, la plus grande centrale solaire à concentration au monde, qui devrait fournir de l'électricité à plus d'un million de ménages d'ici à 2018. La Banque a financé le projet d'interconnexion de réseaux électriques entre l'Éthiopie, le Kenya et la Zambie, dans ses efforts pour renforcer les pools énergétiques régionaux. En décembre 2015, nous avons octroyé 138 millions de dollars EU pour le financement de la centrale électrique de Ruzizi III d'une capacité de 147 MW, afin de fournir de l'électricité au Rwanda, au Burundi et à la République du Congo.

Nous comptons faire davantage encore. Au titre du New Deal pour l'énergie en Afrique, la Banque africaine de développement va investir 12 milliards de dollars EU dans le secteur de l'énergie sur les cinq ans à venir. Nous espérons lever de 45 à 50 milliards de dollars EU en faveur du secteur.

Y a-t-il meilleur témoignage de l'adhésion aux 5 grandes priorités de l'Afrique ? Il suffit de regarder autour de vous pour le constater. Aujourd'hui - et c'est un fait sans précédent dans l'histoire des Assemblées annuelles de la Banque -, nous avons l'honneur de compter parmi nous : le président de l'Union africaine, Son Excellence Monsieur Idriss Deby, représentant tous les chefs d'État africains ; neuf présidents et chefs de gouvernement africains ; quatre anciens présidents. Et la liste n'est pas close : Monsieur Kofi Annan ; les anciens présidents de l'Irlande et de l'Allemagne ; tous les membres de l'*Africa Progress Panel*, et nos aînés. Leur présence ici aujourd'hui envoie un message fort : ils soutiennent les nouvelles ambitions pour l'Afrique. Le moment est venu !

Néanmoins, notre rencontre aujourd'hui se tient sur fond de ralentissement de l'économie mondiale et d'une forte baisse des cours des produits de base – pétrole, minerais et métaux. La faible reprise économique en Europe a exacerbé les effets du ralentissement en Chine, ces deux marchés étant les principales destinations des exportations de l'Afrique. Bon nombre d'économies africaines, particulièrement dépendantes vis-à-vis des exportations de pétrole, accusent une baisse de leurs réserves de change accompagnée qui s'accompagne d'une hausse de leurs déficits courants, de déséquilibres budgétaires nationaux, d'une dépréciation de leurs monnaies et d'une hausse de l'inflation. Certes, les temps sont durs. Mais, malgré la fin du super-cycle des matières premières et les vents contraires, l'Afrique reste debout. L'histoire d'une Afrique qui monte en puissance est loin de s'achever. Si, d'après les prévisions, l'économie mondiale devrait croître de 3 % cette année, l'Afrique, quant à elle, devrait atteindre 4,4 % de croissance en 2016 et 5 % en 2017.

Les économies africaines ne régressent pas – elles continuent de faire preuve de résilience.

Toutefois, pour rester résiliente, l'Afrique doit éviter la crise de la dette. De plus en plus, bon nombre de pays africains, profitant des faibles taux d'intérêt dans le monde, se ruent sur les marchés de capitaux internationaux pour des émissions obligataires. Entre 2006 et 2014, ces pays africains ont émis 26 milliards d'euro-obligations. Pour la seule année 2015, ce sont 12 milliards d'euro-obligations qui ont été émis. Avec la tendance haussière des taux d'intérêt, ils sont confrontés aujourd'hui au coût élevé du financement de la dette libellée en devises.

Une Afrique endettée ne peut pas être une Afrique qui monte en puissance.

Des mesures urgentes s'imposent pour assurer la stabilité macroéconomique, l'assainissement budgétaire, l'élargissement de l'assiette fiscale et le développement des marchés des capitaux nationaux.

Les pays africains devraient se tourner vers l'intérieur et mobiliser des ressources nationales pour financer leur développement. Ils doivent trouver les meilleurs moyens de titriser les envois des migrants, qui ont atteint 62 milliards de dollars EU en 2014 – un chiffre supérieur à l'aide publique au développement. Ils doivent tirer parti des fonds souverains – dont le montant s'élève à 162 milliards de dollars –, des recettes fiscales – qui s'élèveraient à 500 milliards de dollars par an –, des fonds de capital-investissement – qui atteignent les 20 milliards de dollars par an –, et des fonds de pension – estimés à 334 milliards de dollars. Nous devons également mettre fin aux flux illicites de capitaux, qui privent l'Afrique de plus de 60 milliards de dollars par an. L'argent du contribuable ne devrait pas se retrouver sur des comptes personnels. Tous ces fonds sont autant de sources de financement importantes à canaliser, de manière efficace, vers le développement.

En agissant de la sorte, nous aiderons à préparer l'Afrique au développement industriel. La semaine dernière, nous étions tous à Kigali au Forum économique mondial pour l'Afrique, organisé sous les auspices du président Paul Kagame, pour discuter de la 4^e révolution industrielle. L'Afrique doit améliorer son indice de préparation à la révolution numérique. Nous devons vite bâtir les compétences et renforcer les capacités scientifiques, surtout en sciences, dans les technologies, en ingénierie et en mathématiques.

L'Afrique est passée à côté des premières révolutions industrielles. On ne peut se permettre de rater la 4^e révolution industrielle. Pour éviter un tel retard, l'Afrique a besoin d'énergie pour faire tourner ses industries. L'énergie est à la croissance et au développement industriel ce que le sang est au corps.

Grâce à l'initiative « Emplois pour les jeunes en Afrique » de la Banque, nous allons soutenir l'acquisition de connaissances numériques, de la pensée logique et de compétences informatiques dans les écoles secondaires et primaires. En outre, nous apporterons notre soutien aux écoles de codage qui favorisent le développement de compétences informatiques de pointe pour l'emploi, en ciblant les jeunes des universités et des écoles polytechniques. Dans le cadre de l'initiative "Boost Africa", en collaboration avec notre partenaire, la Banque européenne d'investissement, nous allons créer des fonds de capital-investissement pour stimuler les entreprises lancées par des jeunes. Nous comptons lever 5 milliards de dollars pour soutenir les entreprises de jeunes africains. Notre objectif : créer 25 millions d'emplois pour les jeunes en dix ans, dans l'agriculture, les technologies de l'information et d'autres secteurs.

Ce n'est pas au fond de la mer Méditerranée que se trouve l'avenir des jeunes Africains. Mais dans une Afrique plus prospère et plus inclusive – une Afrique qui promeut la créativité et l'innovation –, qui décuple les opportunités économiques pour les jeunes. L'avenir des jeunes est dans une Afrique qui crée des emplois pour ses populations.

Nous devons faire preuve d'audace, car l'Afrique doit se développer, et se développer avec fierté.

Une fierté qu'incarne au mieux Kelvin Doe, de Sierra Leone. Parti de rien, il a, à l'âge de 12 ans, développé ses propres batteries, en mélangeant de l'acide, de la soude et du métal dans un verre à la maison. Aujourd'hui, ses batteries alimentent son village en électricité. Par la suite,

il a fabriqué pour son village un groupe électrogène avec de la ferraille. Aujourd'hui,, ce groupe permet notamment à sa communauté, de recharger les téléphones portables et de faire fonctionner la station de radio FM qu'il a lui-même créée. Il est devenu un employeur, qui recrute des jeunes à temps partiel, pour animer des programmes sur la chaîne FM. Monsieur Doe a été invité au laboratoire d'innovation de l'Institut de technologie du Massachussetts et a donné des cours à des étudiants de cet institut et de l'Université de Harvard, leur démontrant son ingéniosité. Il est le plus jeune jamais invité au programme de l'Institut de technologie du Massachussetts, suivant en cela les traces de son autre jeune mentor, Sierra-Léonais comme lui, David Sengeh, un étudiant en doctorat, qui pilote des innovations de pointe en prothétique à cet institut.

Je vous invite à prendre une à deux minutes pour suivre son histoire, et découvrir comment un jeune Africain transforme des déchets en trésors (clip vidéo).

Kelvin est ressortissant d'un État fragile, mais il est plein de créativité. La fragilité ne peut empêcher la créativité. Kelvin nous montre à quel point la jeunesse africaine sait être créative. Il ne s'est pas enfui dans une embarcation de fortune vers l'Europe, mais est resté chez lui, en Sierra Leone, pour continuer ses inventions. Mesdames et Messieurs, Kelvin est aujourd'hui dans cette salle parmi nous ! – Une ovation pour lui s'il vous plaît –.

Comme Kelvin, nous avons lancé à la Banque une plateforme d'innovation, qui invite les membres du personnel à exposer de grandes idées pour changer l'Afrique. Je me réjouis de constater que, lors du dernier comptage, près de 60 % du personnel avait déjà présenté des idées sur comment faire plus, faire mieux et bien faire. Voilà la nouvelle culture de l'innovation que nous nous employons à développer à la Banque.

Dans le cadre de l'initiative "Emplois pour les jeunes en Afrique" que nous allons lancer lors de ces Assemblées annuelles, la Banque africaine de développement aidera à promouvoir la créativité et les entreprises d'un plus grand nombre de jeunes dans tous les secteurs.

Par ailleurs, nous continuerons de déployer davantage d'efforts pour l'autonomisation des femmes. Au cours de ces Assemblées, nous allons lancer l'initiative "Action positive pour le financement en faveur des femmes" – un fonds qui vise à lever 5 milliards de dollars exclusivement dédiés à soutenir des femmes entrepreneures à travers tout le continent.

Les femmes sont la force de l'Afrique. Quand les femmes gagnent, l'Afrique gagne !

Si la Banque africaine de développement peut lancer toutes ces initiatives, c'est grâce au triple A que les agences de notation internationales lui ont attribué. Et si nous avons pu obtenir ce triple A, c'est grâce à vous, nos actionnaires, qui offrez un soutien sans faille à la Banque et à ses réformes institutionnelles. C'est aussi parce que la Banque pratique une gestion prudente. En décembre 2015, toutes les agences de notation avaient maintenu le triple A. Ce qui va nous permettre de mobiliser, sur les marchés des capitaux, des financements à des taux favorables que nous répercutons à nos pays membres régionaux.

Cela étant, même en procédant ainsi, nous tenons compte des besoins spécifiques des pays à faible revenu, en particulier ceux des États fragiles. Pour nous permettre de faire plus, notamment en direction des pays à faible revenu, la Banque est actuellement engagée dans le processus de négociation de la 14^e reconstitution des ressources du Fonds africain de développement. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier les donateurs du FAD. Les

défis auxquels font face les pays africains à faible revenu demeurent importants et, pourtant, ils recèlent d'énormes potentiels à exploiter. Aussi voudrais-je en appeler à une augmentation généreuse du niveau de reconstitution. Je sais que les temps sont durs, mais votre soutien constant pour aider à libérer le potentiel de l'Afrique donnera de l'espoir à des millions de personnes.

La Banque africaine de développement est là pour accompagner les grandes aspirations de l'Afrique. Ensemble, nous pouvons produire un impact plus significatif en matière de développement sur le continent.

Qu'il me soit permis d'exprimer tout particulièrement ma gratitude au Conseil des gouverneurs, au Conseil d'administration, à leurs conseillers et aux membres du personnel, qui n'ont ménagé aucun effort pour nous permettre d'être rassemblés ici aujourd'hui. Je suis fier du personnel de la Banque africaine de développement. L'excellente organisation de ces Assemblées annuelles par les responsables du Comité d'organisation de la Zambie, dirigé avec brio par l'honorable Alexander Chikwanda, ministre des Finances et président du Conseil des gouverneurs, est l'aboutissement d'un travail formidable. Merci beaucoup à tous, pour avoir été en première ligne.

Je voudrais également remercier Monsieur Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU et l'ancien président de l'Allemagne Monsieur Horst Kohler, qui co-président le Panel spécial de haut niveau, ainsi que toutes les personnalités éminentes membres dudit Panel, qui se sont tous engagés à soutenir la Banque dans ses efforts visant à accélérer la mise en œuvre de sa Stratégie décennale, à travers ses Cinq grandes priorités.

Excellences, Mesdames, Messieurs, œuvrons ensemble à obtenir des résultats dans les 5 grands domaines prioritaires sur l'ensemble du continent. Mettons-nous du bon côté de l'histoire. Donnons à l'Afrique nos « 5 doigts de la main ».

Je vous souhaite à tous des Assemblées annuelles agréables et fructueuses et vous remercie vivement.